

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18216 - 71ÈME ANNÉE

**12 août : Journée internationale de la jeunesse**

## Construisons un avenir qui respecte les jeunes

Ce 12 août, l'ONU célèbre la Journée internationale de la jeunesse. Logiquement, les moins de 25 ans sont la plus grande richesse d'un pays, ils en sont les forces les plus vives. À La Réunion, cet atout est constamment gaspillé car plus de la moitié des jeunes sont au chômage. Entre exil et interdiction de participer à la marche de la société, les « acteurs essentiels du changement » selon l'UNESCO, sont face à un système qui ne leur fait pas de cadeau.



À La Réunion, les jeunes sont souvent en tête des plus importantes manifestations.

**D**epuis 1999, l'Organisation des Nations Unies célèbre la Journée internationale de la Jeunesse. Dans le communiqué publié à cette occasion, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) rappelle que les jeunes sont les « acteurs essentiels du changement ». Ils sont en effet les forces vives d'un pays. La jeunesse est le moteur du développement, et la génération qui se forme pour ensuite prendre le pouvoir. C'est ce qui doit logiquement exister dans une société juste et solidaire.

Mais à La Réunion, les jeunes sont la cible d'un système injuste. Pour les moins de 30 ans, accéder à un emploi et à un logement est un droit accessible à une faible minorité. Dans une étude publiée en mai dernier, l'INSEE constatait que 24 % de cette tranche d'âge étaient dans ce cas. 90 % des jeunes sans diplômes étaient sans logement ou sans travail, et 79 % étaient au chômage.

La jeunesse n'est donc pas partie prenante de cette société, elle doit y faire face et s'y intégrer en sachant que le système ne lui fait pas de cadeau.

### Depuis plus de 30 ans

Plus de la moitié des jeunes sont aujourd'hui au chômage à La Réunion. La situation n'est pas nouvelle. Déjà en 1982, la Marche de la jeunesse pour le développement avait réuni des milliers de participants.

C'était à l'époque où les gouvernements successifs avaient organisé le départ de milliers de jeunes chaque année pour répondre aux besoins de l'économie française, privant La Réunion de ses forces vives. Cette orientation était la manière choisie par Paris pour traiter les questions de l'accroissement de la population et du développement du pays. À cause de cette politique de non-développement, le chômage est devenu structurel, touchant particulièrement les jeunes. Déjà en 1982, le niveau du chômage des jeunes était intolérable. Plus de 30 ans plus tard, La Réunion est intégrée dans l'Union européenne, et ses indicateurs affolent les compteurs. Celui du chômage des jeunes l'amène malheureusement à être en tête du classement des régions les plus en crise.

### Emigrer dans un pays où l'extrême droite progresse ?

À la différence des autres régions européennes, La Réunion va continuer à voir sa population augmenter de manière importante au cours des 20 prochaines années. Le moteur de cette croissance est le nombre important des naissances. Cela signifie que La Réunion pourra s'appuyer encore pendant ces 20 années sur une jeunesse nombreuse. Mais quelle sera sa perspective ?

Aujourd'hui, l'émigration vers la France conduit vers un continent en déclin. L'Europe est le continent qui est le plus en retard en termes de reprise économique après la crise de 2008. La France n'a plus besoin de bras, et la montée du repli sur soi dans ce pays est inquiétante. Cela signifie envoyer des Réunionnais dans un pays où l'extrême droite arrive à obtenir plus de voix que les partis républicains.

Un des atouts de La Réunion, c'est l'accès de la jeunesse à la formation. C'est une possibilité qui est beaucoup plus difficile dans les pays voisins. Or, dans un pays comme Madagascar, les besoins sont immenses. Une partie de nos jeunes peut y répondre, à condition que les regards ne se tournent plus exclusivement vers un pays européen lointain, mais renouent avec notre bassin géographique, historique et culturel.

C'est une des composantes d'un projet alternatif, porté en particulier par le PCR. Il place la jeunesse au coeur d'une nouvelle société réunionnaise.

Cette formation peut aussi être mise à profit sur place, à condition que les investissements correspondent aux besoins d'une île tropicale d'un million d'habitants au 21e siècle. À elle seule, l'autonomie énergétique peut apporter des milliers d'emplois pour les jeunes dans la production d'électricité, l'installation, la maintenance et le fonctionnement du futur réseau ferroviaire.

Ce sont autant de projets qui feront véritablement de la jeunesse la force du changement.

### Regardons vers notre région et dans notre île

**M.M.**



Ce que le système actuel offre à la majorité des jeunes à La Réunion: le chômage.

## Édito

# Pourquoi nous savons que la courbe du chômage ne baissera pas, en France

**C**e week-end, l'actualité française était assise sur le départ du gouvernement de Rebsamen, le ministre qui avait pour mission d'inverser la courbe du chômage. Cet objectif est essentiel, car le Président de la République en a fait la condition pour qu'il se représente en 2017. Depuis cette annonce, tout le monde scrute la ligne de flottaison. C'est dire le poids de ce ministre dans le dispositif de reconquête de l'électorat déçu.

Ainsi, cet homme de 64 ans, qui rêvait d'un poste ministériel à la dimension de ses engagements socialistes, quitte un poste essentiel dans le dispositif gouvernemental pour un strapontin municipal à la Mairie de Dijon qu'il a dirigée depuis 13 ans. Il a expliqué son geste comme l'engagement pris devant les électeurs et électrices de la ville. Son remplaçant étant décédé, il lui appartenait de reprendre les rennes de la commune. Le geste est beau : sacrifier un poste ministériel !

Sauf, que l'autre engagement concerne toute la France. C'était de stabiliser la courbe du chômage puis inverser durablement la tendance. Il a préféré abandonner cet engagement pour Dijon. Il met Hollande en difficulté, obligé de trouver un autre fusible, plus accommodant. En effet, si la courbe ne s'inverse pas, il est difficile de croire que Hollande s'adressera aux Français

pour expliquer son retrait de la Présidentielle, dans 2 ans. Il aurait besoin si nécessaire d'un fusible pour expliquer que le Président n'y est pour rien ; il faut lui faire confiance à nouveau.

Entre un engagement communal et un engagement devant la France, Rebsamen a choisi de renoncer à la lutte en faveur de l'inversion de la courbe du chômage. S'il était persuadé du succès, il serait resté. On n'abandonne pas au milieu de la course. Le retrait de Rebsamen est peut être l'argument le plus sérieux contre la politique sociale et économique suspicieuse de Hollande. Le Ministre n'a pas pu, il ne croit plus, il préfère partir avant. Devant ce départ précipité, nous pouvons avancer sans risque que la courbe du chômage ne baissera pas, en France.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Journée internationale de la jeunesse

# Ban Ki-moon : «les jeunes partenaires d'une valeur inestimable»

« L'apparition de menaces nouvelles, la montée de l'extrémisme violent, l'évolution du paysage politique, la tourmente que traverse l'économie et les mutations sociales auxquelles nous assistons sont autant de facteurs qui, en se conjuguant, accentuent les difficultés que rencontrent les jeunes du monde entier. Les jeunes sont les mieux placés pour comprendre les enjeux actuels et savoir comme y répondre au mieux. C'est précisément pour cette raison que je demande aux jeunes de s'exprimer – et que j'exhorte ceux qui nous gouvernent à les écouter.

Dans ce monde qui change à une vitesse inouïe, les jeunes se posent en partenaires d'une valeur inestimable, capables de proposer des solutions pertinentes. Des mouvements de jeunesse et des groupes d'étudiants bousculent les structures traditionnelles du pouvoir et réclament un nouveau contrat entre les États et les sociétés. Les jeunes dirigeants ont apporté des idées neuves, pris des mesures volontaristes et se sont mobilisés, par le biais des médias sociaux, comme jamais ils ne l'avaient fait auparavant.

Je félicite ces millions de jeunes qui manifestent pour le respect de leurs droits et demandent à s'impliquer dans la société, qui luttent contre les taux de chômage qui les frappent si durement, qui se révoltent contre l'injustice et qui plaident pour que des mesures soient prises au niveau mondial pour venir en aide aux populations et à la planète.

En cette année historique au cours de laquelle nos dirigeants s'apprêtent à adopter un nouveau programme audacieux en faveur du développement durable, la participation de la jeunesse est plus importante que jamais. Au moment

où nous allons aborder un tournant de notre histoire, j'en appelle à la jeunesse pour qu'elle exige que les progrès marquants dont notre monde a tant besoin deviennent rapidement réalité et qu'elle y contribue.

Le bénévolat est un moyen idéal pour améliorer la société qui est, de surcroît, pratiquement à la portée de tout un chacun. Les jeunes peuvent également unir leurs forces à celles des Nations Unies en ce moment charnière où nous allons passer de la conception des objectifs de développement durable à leur mise en œuvre. Cette volonté d'agir se retrouve dans le thème choisi pour la Journée, à savoir « Les jeunes et la participation citoyenne ».

Je joins ma voix à celle de la jeunesse du monde entier pour ré-

clamer des mesures visant à garantir le respect des droits de l'homme, le progrès économique, la bonne gestion de l'environnement et l'inclusion sociale.

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la Charte des Nations Unies et le vingtième anniversaire du Programme d'action mondial pour la jeunesse. Pour aider les jeunes, qui n'ont jamais été aussi nombreux, à atteindre les buts qu'ils se sont fixés, mon Envoyé pour la jeunesse s'emploie à les mobiliser car, comme il le dit lui-même, l'engagement de la jeunesse peut faire en sorte que ce monde que nous voulons soit le monde que nous méritons.

Aidons les jeunes à bâtir un avenir qui fasse en sorte de protéger notre planète et permette à tous les peuples de vivre dans la dignité.»

## Le communiqué de l'UNESCO

La Journée internationale de la jeunesse se déroulera le 12 août 2015. Elle permettra d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les problématiques liées à la jeunesse ainsi que de mettre en avant le potentiel des jeunes en tant que partenaires de la société d'aujourd'hui.

L'Assemblée générale de Nations Unies a désigné le 12 août comme Journée internationale de la jeunesse pour la première fois en 1999. Il s'agit aujourd'hui d'une célébration annuelle des jeunes femmes et hommes en tant qu'acteurs essentiels du changement, mais aussi d'une opportunité d'attirer l'attention internationale sur les défis et les épreuves auxquels ils font face.

Des discussions thématiques ainsi que des campagnes d'information prendront place le 12 août 2015 dans le monde entier afin d'amener les États membres et le public en général à comprendre les besoins des jeunes, à mettre en place des politiques pour les aider à surmonter les défis qu'ils affrontent mais aussi à les aider dans le processus de prise de décision. Ces objectifs de la Journée internationale de la jeunesse 2015 seront également adressés au cours du 9e Forum des Jeunes de l'UNESCO qui se déroulera à l'automne 2015.

## Un avertissement à prendre au sérieux

# Stop aux diversions : il faut sauver la canne !

**F**rançois Hollande alors Secrétaire national du PS et Stéphane Le Foll, alors son directeur de cabinet, ont milité de toutes leurs forces pour le OUI lors du référendum sur la Constitution européenne qui s'est tenu le dimanche 29 mai 2005. À 55 % des électeurs ont rejeté ce projet de constitution.

Mais les tenants du OUI, qu'ils s'affichent comme appartenant à la Droite ou au PS, n'ont pas accepté ce vote. En dépit de leurs proclamations multiples en faveur du respect du suffrage universel, ils ont concocté, derrière la cuisine, un autre texte, quasiment le même que celui de la constitution européenne rejetée le 29 mai 2005 et, le 19 octobre 2007, à Lisbonne, ils ont approuvé le Traité de Lisbonne. En 145 pages, ce traité a considérablement modifié les traités fondateurs de la Communauté européenne et de l'Union européenne.

Entré en vigueur le 1er décembre 2009, grâce, notamment au vote « Pour » de 17 députés PS (dont Manuel Valls) et à la décision d'abstention de 94 députés PS, dont François Hollande, ce traité exige, notamment, que soit respecté le principe de la concurrence libre et non faussée.

François Hollande, Manuel Valls et Stéphane Le Foll ont été les principaux animateurs du OUI au référendum et les principaux soutiens de la manœuvre antidémocratique de Nicolas Sarkozy ayant débouché sur le Traité de Lisbonne.

Mais, chez ces gens-là, il faut croire que « demain n'existe pas ». Et c'est ainsi que, six ans plus tard, le boomerang de l'Histoire leur revient en pleine figure. Désavoués par tous les sondages, impopulaires comme jamais aucun gouvernement de la 5e République ne l'a été, affolés par les blocages autoroutiers des agriculteurs en colère, incapables de re-

mettre en cause le carcan de Lisbonne par lequel ils ont ligoté les producteurs, nos trois mousquetaires ont concocté à la va-vite, un accord prenant à contrepied toutes les dispositions du Traité de Lisbonne. Ils ont annoncé vouloir fixer un prix du porc rémunérateur pour les éleveurs et appelé à la raison les industriels français en les exhortant à faire preuve de patriotisme. La réponse est arrivée sans attendre : la concurrence libre et non faussée, à l'échelle des 27 pays de l'Union européenne, ne peut être entravée par une décision gouvernementale. Donc les industriels de l'agroalimentaire n'achèteront pas le porc au prix souhaité par le gouvernement. Point final !

Et voilà ! Quand on aspire à gouverner un jour, il est indispensable de réfléchir sur le long terme, or, et nous en avons une nouvelle fois la preuve, l'actuel personnel politique,

qu'il soit pro ou anti PS-Hollande, vit depuis plus de 30 ans sans jamais réfléchir plus loin que la plus proche échéance électorale. Faut-il s'étonner des résultats obtenus et des conséquences subies par le producteur de base : l'agriculteur ?

Ce nouvel épisode exige que, en ce qui concerne la production cannière, tous les élus de La Réunion, à commencer par leurs députés et sénateurs, s'assemblent pour exiger du président de la République, qu'il respecte les engagements qu'il a pris solennellement à Bois-Rouge, il y a un an, le 21 août 2014 en compagnie de Stéphane Le Foll.

**Aimé Habib**

## Représentant au moins 30 % du marché français, deux grands industriels refusent l'arbitrage Stéphane Le Foll sur le prix de la viande de porc

Deux grands industriels boycottent le porc français

C'est un nouveau rebondissement dans la crise qui agite la filière porcine.

Les deux plus gros acheteurs de porcs, la Cooperl et Bigard-Socopa – qui représentent au moins 30 % du marché français – ont refusé, lundi 10 août 2015, d'acheter de la viande au marché du porc breton, où s'établit le prix de référence national.

Résultat, pour la première fois en quarante ans, aucune cotation n'a eu lieu.

La Cooperl et Bigard-Socopa, qui exportent 30 % de leur production, estiment que le prix du porc est aujourd'hui trop élevé pour faire face à la concurrence européenne. Le président de la Fédération nationale porcine a, lui, dénoncé un « chantage et une prise en otage des éleveurs ».

Le prix actuel du porc est d'environ 1,40 euro le kilo, objectif fixé, le 12 juin, par le gouvernement qui correspond à l'estimation du coût de production pour les éleveurs.

## Des objectifs décevants pour beaucoup

# L'Australie avance ses engagements pour la COP21

En vue de la conférence mondiale sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre, l'Australie a annoncé mardi 11 août son intention de baisser ses émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2005.



Mine de charbon en Australie. L'Australie est le premier exportateur mondial de charbon. Cela menace la Grande Barrière de corail.

Pour de nombreuses personnalités politiques et associatives, les objectifs présentés hier par l'Australie sont « trop modestes par rapport à ceux déjà dévoilés par d'autres économies développées ». Le chiffre annoncé par Tony Abbott se situe en dessous des recommandations de l'Autorité australienne sur le changement climatique.

### En dessous des seuils préconisés

Ces taux s'expliquent par le scepticisme du Premier ministre vis-à-vis des questions climatiques. Pour lui, les changements climatiques sont des « foutaises absolues ». Pourtant, l'Autorité australienne sur le changement climatique, composée d'experts indépendants, a recommandé en juillet une réduction des émissions de GES par l'Australie de 40 à 60 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2000.

Ces chiffres permettraient de réellement contribuer à l'objectif mondial d'une limitation de la hausse de 2

degrés Celsius de la température moyenne mondiale par rapport à l'ère pré-industrielle.

Le pays compte réduire de 5 % ses émissions d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2000. « Nous devons être responsables sur le plan environnemental, mais nous devons l'être aussi sur le plan économique », a assuré Tony Abbott. Raison pour laquelle, il a fixé des objectifs peu élevés : « nous devons réduire nos émissions d'une manière qui soit compatible avec la poursuite de la croissance. »

« Nous sommes parvenus à la décision que notre objectif pour 2030 se situera dans la fourchette de 26 à 28 % », a déclaré Tony Abbott. Mais, il ne programmera pas sur une « fermeture massive » de l'activité charbon dont le pays est un grand exportateur. Pour ce dernier, cet engagement est « un bon objectif, solide, responsable du point de vue économique, responsable du point de vue environnemental ».

### L'Australie dépendante du charbon

Premier exportateur mondial de charbon et de minerai de fer, l'Australie est l'un des plus gros émetteurs de carbone par habitant. D'ailleurs, une grande partie de l'électricité du pays est produite par des centrales à charbon. Tony Abbott est un ardent défenseur de l'industrie houillère, il a d'ailleurs supprimé l'an dernier une taxe sur le carbone et un plan visant à mettre en place un marché de crédits carbone.

L'opposition accuse, selon Reuters, Tony Abbott d'avoir truqué la donne en changeant l'année de référence, 2005, qui a marqué un pic d'émissions dans le monde. De leur côté, les travaillistes se sont engagés le mois dernier à réinstaller un marché des crédits carbone et à augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique à 50 % d'ici 2030.

Le Parti Vert a dénoncé l'« archaïsme » du Premier ministre. « Tony Abbott est bloqué dans les schémas économiques du XIXe siècle, déposant ce pays de son potentiel », a indiqué Larrisa Water, sénatrice du parti écologiste, dans un communiqué.

Pour l'Australian Conservation Foundation (ACF), il s'agit d'un objectif défaitiste qui ne démontre aucune foi dans la capacité des Australiens à s'adapter, à innover et à effectuer une transition vers une économie propre ».

Selon un sondage réalisé la semaine dernière par le groupe d'études Climate Institute, 63 % des Australiens veulent davantage d'actes sur cette question, soit une hausse de six points de pourcentage par rapport à 2014.

@celinetabou

## Et l'eau de l'usine électrique de Sainte-Rose ? Elle continue à se perdre bêtement en mer !

Nous sommes nombreux à nous arrêter de temps en temps sur le Port de Sainte-Rose. C'est un endroit charmant ! Mais c'est aussi un endroit démolissant. Pourquoi ? Parce qu'on sait qu'il y a des millions et des millions de litres d'eau douce qui se jettent nuit et jour, sans relâches dans le Port. En période de pointe ? Pas moins de dix mille litres par seconde et cinq mille en période d'étiage. En une année, si on fait une moyenne, entre la période de pointe et l'étiage cela donne à raison de 7500 litres par seconde pratiquement des milliards de litres d'eau douce à se perdre bêtement chaque année dans le Port de Sainte Rose.

### Qu'en faire ?

#### I-La vente des eaux à l'Arabie saoudite ou au Qatar.

Chacun connaît le projet du maire de Saint-André, qui s'est exprimé à plusieurs reprises à ce sujet. En vendre une partie à un pays du golfe, l'Arabie Saoudite ou le Qatar. D'après ce qu'en dit la presse le projet serait assez avancé et les retombées monétaires seraient intéressantes. Ce serait notre or blanc ! Nous n'en savons pas plus, mais il est à craindre que l'État grippe-sou s'empare de cette manne pour le cas où le projet verrait le jour.

#### II – L'énergie osmotique.

Celle-ci naît au contact des eaux au taux de salinité différents. Il s'agirait alors de faire produire une deuxième fois de l'électricité après un premier usinage de l'eau par la centrale. L'énergie osmotique utilise la concentration en sels de l'eau de mer pour produire de l'électricité. L'élément clé de cette technologie est une membrane semi-perméable double face, qui possède la particularité de laisser passer l'eau, mais pas les sels minéraux. Elle est mise en contact avec de l'eau douce sur une face, et de l'eau de mer sur l'autre face. Dans cette situation, les molécules de sel attirent l'eau douce, qui migre alors vers le compartiment salé : ce phénomène s'appelle l'osmose. Grâce à ce mouvement d'eau, une turbine produit de l'électricité<sup>1</sup>... Des essais intéressants ont été faits en Norvège.

#### III – L'expérience de l'île d'El

#### Hierro, territoire espagnol

Cette île fait partie des îles Canaries dans l'océan atlantique. Cette île s'est fait connaître depuis plusieurs années par ses efforts en matière d'autonomie énergétique. Témoignages en a déjà parlé des réalisations de cette île. Dans un premier temps l'on a construit une centrale en contraignant l'eau à travers une galerie souterraine comme cela se fait aussi à La Réunion. Dans un deuxième temps l'on a construit des bassins de moyenne altitude qui reçoivent l'eau déjà usinée une première fois par la centrale au moyen de l'énergie éolienne et cette eau produit une deuxième fois de l'électricité hydroélectrique. Ce système pourrait également nous convenir, mais il n'y a pas de projet dans ce sens.

#### IV – fournir de l'eau à La Réunion par rivière sous-marine

Le dernier en date s'appelle Meren (Mobilisation des ressources en eau pour les régions Est et Nord). Porté par le Conseil départemental, il vise à créer un vaste réseau hydraulique mobilisant toutes les ressources disponibles pour alimenter le bassin Nord-Est et répondre aux besoins aussi bien agricoles, professionnels qu'en eau potable.

Une étude de pré-faisabilité pour la rivière de l'Est, a été faite. Elle a été envoyée aux différents élus de l'île et de l'Est en particulier. Pour un investissement d'environ 300 millions d'euros (partenariat public/privé), le projet porterait sur l'installation d'une prise d'eau au sortir de la centrale hydroélectrique. La conduite partirait ensuite en mer pour atteindre une profondeur d'environ 100 m. notons que cette eau



Captage de la rivière de l'Est pour alimenter les réservoirs de la centrale.

pourrait être utilisée pour faire tourner des turbines et produire de l'hydroélectricité.

La société Marina propose l'installation de trois réservoirs le long du littoral vers Bras-Panon, Saint-André puis Saint-Denis. Le câble est, lui, lesté au fond de la mer et posé au rythme de 8 km/jour par une barge. Le projet porte sur une distance totale de 50 km.

En conclusion l'on pourrait dire que si un projet voit le jour il devrait viser deux objectifs : d'abord approvisionner en eau la population, l'agriculture, et les entreprises qui espérons-le viendront s'installer pour booster le développement économique, ensuite contribuer à l'autonomie énergétique de La Réunion, dans la perspective du développement durable.

*Georges Gauvin*

# Oté

## Dann l'intéré d'kèl Frans ?

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, moin la bien suiv azot dann l'afèr dé zé dé z'il. Konm d'abtid zot la fé vni lo défansèr dé movèz koz. Pars soutienn Lé Komor konm zot la soutienn sa, forsé zot la atak la politik La Frans vi ké zot i di zot mèm ké lo minis la défann lo poinn vizé la Frans. Donk zot la pran lo poinn vizé dé l'étranzé kont sète nout prop péi. Donk mi san nana kékshoz l'aprè titiye azot la dan. Nana kékshoz i fé ké ofiramézir ké la polimik téi gonf, zot té i pran plizanplis la distans par raport lo poinn vizé d'La Frans. Tout fason la vi la donn azot tor vi ké lo bann z'atlète épi lo piblik, zot la trouv la parad kan shakenn la shant son l'imn... Donk zot la donn rézon nout minis é sak té kont la artrouv azot la ké rant z'ot zanm. Tok ! Pran sa pou toué !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, Mi apèrsoi, in foi ankor, ké ou na out prop fason lir l'aktyalité. Kan ou i di nou la pran lo poinn vizé l'étranzé kont lo poinn vizé d'La Frans moin mi domann aou lo poinn vizé dé kèl Frans : La Frans k'i libér, sansa sète k'i domine é k'i domine ankor plis bann pli feb.L'anprofitèr ? Sa ni èm pa. Dézyèm poin, nou lé isi dann l'oséan indien é ni vé ni vé pa, nou sar blizé viv an solidarité avèk bann péi nout koté d'loséan indien. Nana lontan nou l'aprè sèy raprosh de zot é oila k'in minis gro doi, i kass sak nou l'aprè konstrui dopi dé z'ané é dé z'ané... Kisa la gagné la dan ? Lo minis La Frans é lo préfè la pa gagné ditou zot la ! La prèv ? Si lo bann z'il l'avé pa sov lé zé-par z'ot volonté travay ansanm - lo zé lété fouti par dsi fouti, mor é antéré... Parl pi bann gèl do boi aprésa. Alor, la pa bézoin trik la vérité. La vérité sé sak tout demoun i koné, in poin sé tou. Tok ! Pran sa pou ou !*

**Justin**

**« I amontr pa in vyé sinz pou fé la grimas ! » - In kozman pou la rout**

Demoun i pans in sinz sé in zanimal grimasyé é biensir in vyé sinz sé in roi d'grimasyé, donk in profèsèr dann l'ar pou fé la grimas. Alor, kisa i sava aprann in vyé sinz pou fé la grimas ? Kisa i sa fé lo profèsèr pou in profèsèr ? Pèrsone bien antandi. Sa sé sans prop... Sans figiré astèr : lo vyé sinz sé in moun madré é lé dir tronp ali, lé dir manipil ali, pars sa sé in n'afèr na poin pèrsone lé kapab dépas ali. Donk ésèy pa fé pran ali po d'shanm pou pla kouvèr, makaroni pou la bouji. Inposib mi di azot, karéman inposib ! Kosa zot i anpans zot mèm ? Arien ditou ? Alé, fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir ké rant-rant ni pé z'ète tazantan dakor rantre nou.